



**ARRÊTÉ N° 41-2020-10-26-002**

**portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation applicables à la carrière exploitée par le GIE « Les Faluns de CONTRES » au CONTROIS EN SOLOGNE et à SASSAY**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,  
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et suivants ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 mars 2019 nommant en conseil des ministres Monsieur Yves ROUSSET, préfet de Loir-et-Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-197-16 du 15 juillet 2008 autorisant le Groupement d'Intérêts Économiques (GIE) « Les Faluns de Contres » à exploiter une carrière de faluns sur les communes du CONTROIS EN SOLOGNE (CONTRES) et SASSAY au lieu-dit « Château-Gabillon » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018 portant renouvellement partiel et extension d'une carrière de sable marin (faluns) sur les communes du CONTROIS EN SOLOGNE (CONTRES) et SASSAY aux lieux-dits « Château-Gabillon et La Bardonnière », au profit du GIE « Les Faluns de Contres » :

→ qui dispose à l'article 1.7.1 – « Porter à connaissance », que :

*« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. » ;*

→ qui dispose à l'article 7.3.1 – « Circulation dans l'établissement » que :

*« L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation » ;*

→ qui dispose à l'article 7.3.1.2 – « Zone dangereuse » que :

*« L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées » ;*

→ qui dispose à l'article 1.6.4 – « Renouvellement des garanties financières » que :

*« Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral*

*d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.*

*Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.6.3.*

*Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement .*

*Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.*

*En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant. » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 août 2020 transmis à l'exploitant par courrier du 19 août 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant le 25 août 2020 ;

Vu les réponses apportées par l'exploitant aux non-conformités n° 1 et 4 ;

Considérant que la carrière exploitée par le GIE « Les Faluns de Contres » sur les communes de CONTROIS EN SOLOGNE (CONTRES) et SASSAY est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par arrêté préfectoral ;

Considérant que, lors de la visite du 31 juillet 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les non-conformités suivantes :

- n°1 : présence et utilisation d'un crible motorisé (rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées) sur l'exploitation, sans information préalable à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher ;
- n°2 : absence de signalisation adaptée sur les voies d'accès (panneaux, règles et sens de circulation, indications directions des différentes zones du site) ;
- n°3 : absence de panneaux signalant le danger à proximité des zones dangereuses (fronts de taille) et absence de protections sur certaines zones dangereuses ;
- n°4 : acte de cautionnement des garanties financières expiré au 15 juillet 2020 ;

Considérant que la non-conformité « n°1 » susmentionnée, avait déjà été relevée lors de l'inspection du 16 novembre 2018 ;

Considérant que la preuve de dépôt (n°A-0-LNNTY7L9RR) de déclaration initiale d'une installation classée (rubrique 2515-1b), relevant du régime de la déclaration enregistrée sur le site service-public.fr le 19 août 2020, transmis par la préfecture de Loir-et-Cher le 21 août 2020 permet de lever la non-conformité « n°1 » ;

Considérant que l'avenant n° 3 à l'acte de cautionnement solidaire n° 201513014272 de la garantie financière d'un montant initial de 195 168,48 €, pour la période du 15 juillet 2020 au 15 juillet 2023, accordée le 19 août 2020 et transmis par l'exploitant le 8 septembre 2020 permet de lever la non-conformité « n°4 » ;

Considérant que les non-conformités n°2 et n°3 perdurent et sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les non-conformités n°2 et n°3 constituent un manquement aux dispositions des articles 7.3.1, 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018 ;



Considérant que face à ces manquements, il convient de faire appliquer les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Groupement d'Intérêts Économiques (GIE) « Les Faluns de Contres » de respecter les dispositions des articles 7.3.1, et 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral n°41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - Le Groupement d'Intérêts Économiques (GIE) « Les Faluns de Contres », dont le siège social est situé au 14 Rue des Aulnes – Contres - 41700 LE CONTROIS EN SOLOGNE, exploitant une carrière de faluns sur les communes du CONTROIS EN SOLOGNE (CONTRES) et SASSAY, est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 7.3.1 et 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018,

– sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'indiquer les règles de circulation par une signalisation adaptée et durable sur les voies d'accès, et de porter à la connaissance des intéressés une information appropriée cohérente avec l'implantation du site, en application des dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018 ;
- d'interdire l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, de signaler le danger par des pancartes placées aux abords des zones dangereuses, et de protéger les abords des zones dangereuses, en application des dispositions de l'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018.

**ARTICLE 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera notifié au GIE « Les Faluns de Contres » par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie en sera adressée :

- à la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY,
- aux maires du CONTROIS EN SOLOGNE et de SASSAY,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

**ARTICLE 4** - Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY, les maires du CONTROIS EN SOLOGNE et de SASSAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Blois, le **26 OCT. 2020**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République - BP 40299 - 41006 BLOIS cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, place Beauvau 75008 Paris cedex 08 ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)